

Les centres de gestion veulent s'emparer des « vrais défis à venir »

Publié le 07/06/2018 • Par [Claire Boulland](#) • dans : [A la une](#), [A la Une RH](#), [France](#), [Toute l'actu RH](#)



FNCDG La Baule 6 juin 2018" /> C Boulland

Réunis en congrès les 7 et 8 juin à la Baule (Loire-Atlantique), les présidents des centres de gestion listent les chantiers qu'ils souhaitent mener ces prochaines années... à contre-courant de ceux lancés par le gouvernement.

Les centres de gestion (CDG) sont bel et bien considérés comme des « tiers de confiance et de référence en matière juridique et organisationnelle » par les collectivités. Michel Hiriart, président de la fédération nationale des centres de gestion [FNCDG] a tenu à le réaffirmer pour ceux qui pouvaient en douter, mercredi 6 juin, en ouverture du congrès de la fédération à la Baule (Loire-Atlantique).

Michel Hiriart en veut pour preuve la « forte augmentation des affiliations volontaires aux centres de gestion » : fin 2017, 75% des CDG en recensaient une, avec une moyenne de 5/6 affiliations volontaires par centre de gestion. La part des établissements publics de coopération intercommunale y était majoritaire : 52%.

[À LIRE AUSSI](#)

- [Michel Hiriart, président de la FNCDG : « l'expertise des centre de gestion est enfin reconnue »](#)
- [Les centres de gestion se rendent indispensables](#)

Autre constat, fait par Yves Colmou, inspecteur général de l'administration, même les préfectures, qui se sont appauvries en matière d'expertise, se tournent désormais vers les centres de gestion.

Pour le président de la FNCDG, il convient de maintenir cette dynamique. Mais aussi d'anticiper les chamboulements à venir. Un objectif assez délicat : « Une réforme de la fonction publique se prépare actuellement, mais on ne sait pas du tout où l'on va », regrette Jean-Laurent Nguyen Khac, président de l'Association nationale des directeurs et directeurs adjoints de centres de gestion (ANDCDG). « Et les centres de gestion ne veulent pas, au bout du bout, n'être que ceux qui exécutent ! »

Le maintien dans l'emploi : le « vrai défi »

Une crainte est partagée par l'ensemble des centres de gestion. Loïc Cauret, président du CDG des Côtes-d'Armor, souligne que « les grandes idées de départ du gouvernement sont connues [revisiter le dialogue social, avoir un recours accru aux contractuels, développer la rémunération au mérite, et l'évolution des carrières via notamment des départs volontaires]. Mais force est de constater que ce ne sont pas les vrais défis que nous avons, nous, identifiés. » Pour les CDG, le maintien dans l'emploi est l'un, si ce n'est LE, sujet primordial à investir rapidement.

Malgré les chamboulements annoncés, Michel Hiriart se dit confiant, grâce à la capacité des CDG à conserver cette relation de confiance avec les collectivités... et à s'adapter aux évolutions législatives et réglementaires.

« On arrive à un carrefour »

Cependant, « on arrive à un carrefour : pour maintenir l'efficacité des CDG, nous devons aller vers la mutualisation inter-CDG », explique Antoine de Menthon, président du centre de gestion de la Haute-Savoie.

À LIRE AUSSI

- [Les centres de gestion renforcent leur capacité de mutualisation](#)

Il préconise aussi de redéfinir les conditions de désaffiliation des collectivités, sauf si les affiliations deviennent obligatoires. Localement, certains centres de gestion misent plutôt sur des baisses sensibles, mais non négligeables pour leurs fonds de roulement, des taux de cotisation des collectivités affiliées.